

AFP 25-11-2005

A Paris, des policiers laissent des "antipub" barbouiller des panneaux

25-11 20:33:57 == Des membres du "collectif des déboulonneurs" ont barbouillé des affiches publicitaires, vendredi en plein centre de Paris, sous les applaudissements d'une centaine de militants antipub et la surveillance de quelques policiers qui les ont laissés repartir sans même relever leurs noms.

Vers 18H00, boulevard Montmartre, un homme annonce au porte-voix: "Et maintenant, c'est avec plaisir que nous allons nous faire arrêter puisque nous revendiquons notre geste".

Devant passants et sympathisants, six militants viennent d'inscrire à la bombe, sur trois grands panneaux d'affichage mobile, les mots "publicité = violence, pollution visuelle, halte au matraquage".

Leur "collectif des déboulonneurs", créé début novembre, appelle à "la désobéissance civile" par "la dégradation non-violente de panneaux publicitaires en public". Son cri: "Haro sur l'affichage!"

En avril 2004, neuf militants antipub avaient été condamnés à verser un total de 12.800 euros de dommages-intérêts à la RATP pour dégradation d'affiches dans le métro parisien. L'un de ces condamnés, Alex Baret, 31 ans, est dans la foule.

De nombreux jeunes entourent le porte-parole Robert Heymann, géomètre à la retraite de 80 ans et militant antipub depuis 18 ans, qui explique tranquillement: "Nous voulons essayer de réduire la gangrène publicitaire à sa plus simple expression!"

Concrètement, le collectif demande que la taille d'une affiche commerciale n'excède pas 50 x 70 cm et que le nombre des supports soit déterminé en fonction du nombre d'habitants de la commune.

Son site internet présente deux photographies d'un même endroit, "avant et après le passage des publicitaires": on y voit un champ d'abord désert, puis hérissé de panneaux hideux.

"Cette débauche graphique gêne la vue et la perception de la signalisation routière. Elle salit notre cadre de vie, réduit notre liberté de penser et notre faculté à rêver", dénoncent ses tracts, signés notamment par Yvan Gradis, fondateur en 1992 de l'association Résistance à l'agression publicitaire.

Martin Prunières, étudiant de 26 ans et administrateur bénévole du site des Brigades antipub, explique: "les personnes qui barbouillent le font au grand jour et sont prêtes à comparaître devant la justice, un peu comme les militants anti-OGM qui arrachent des plants".

Les six "barbouilleurs" tiennent en effet à brandir leur carte d'identité devant les policiers. Les six agents de la police urbaine de proximité hésitent à relever leur nom, ne le font pas, et laissent tout le monde repartir tranquillement.

Un policier glisse à une militante: "c'est gentillet. Le seul souci, c'est que si un jeune de 18 ans fait des graffitis dans le même genre, il va partir en garde à vue..."

Au même moment, les "déboulonneurs" annoncent une action de même type, dimanche à Rouen.